

L'accessibilité sociopolitique des  
« extractivistes » de l'Amazonie brésilienne

# La Réserve Extractiviste ou l'Interdit paysan ?

**Manuelle Lago Marques**

Géographe / Doctorante en Sociologie

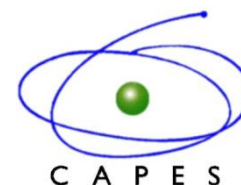
Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces (Ladys)

École Doctorale Économie, Organisations, Société (EOS)

Université Paris Ouest - Nanterre La Défense

Directeur de thèse : Jean-Paul Billaud

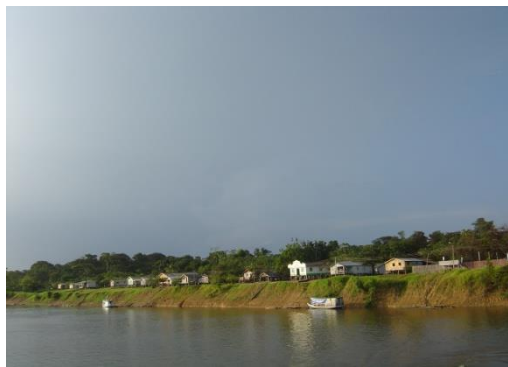
manuelle.lago@gmail.com



# Les « Réserves Extractivistes »

Selon le « Système National des Espaces Naturels Protégés » brésilien (établi par la loi 9.985/2000; réglementé par le décret 4.340/2002), les « Réserves Extractivistes » sont :

« [...] une **aire utilisée** par des **populations extractivistes traditionnelles**, dont la **subsistance** a comme **base l'extractivisme** et, **complémentairement**, **l'agriculture de subsistance et l'élevage de petits animaux** ; elle a comme objectif fondamental protéger les moyens de vie et la culture de ces populations en les assurant de l'utilisation durable des ressources naturelles de l'unité » (BRÉSIL, 2000).



# La reconfiguration d'une demande

- 1964-1985 : Dictature militaire au Brésil. Grands projets d'infrastructure et de lotissement agraire en Amazonie ;
- 1980-1985 : luttes des « extractivistes » pour la reconnaissance des leurs terres traditionnellement occupées ;
- 1985 : création du « Conseil National des *Seringueiros* » (CNS) ;
- **1987 : « Projet d'Assentamento extractiviste » (PAE), par le Ministère de la Réforme et du Développement Agraire (MIRAD) ;**
- 1988 : Chico Mendes (leader CNS) assassiné ;
- **1989 : « Politique Nationale de l'Environnement » (PNMA) ;**
- 1990 : « Réserves Extractivistes » gérés par l' « Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturels » (IBAMA) ;
- 2000 : « Système National des Espaces Naturels Protégés » (SNUC) ;
- 2007 : « Institut Chico Mendes de Conservation de la Biodiversité » (ICMBio)
- 2000-2010 : création de directives, normes et procédures de gestion participative et d'utilisation des ressources naturelles.

# Le panorama national des RESEX (2012)

- 59 Réserves Extractivistes Fédérales (12.000.000 ha) ;
- 35% des espaces naturels protégés en Amazonie sont des Réserves Extractivistes ;
  - 28% avec le **Conseil Délibératif** crée ;
  - 19% avec le **Plan de Gestion** publié ;
- 47% avec **réglementation foncière** (Concession de Droit Réel d'Utilisation). 86% des RESEX avec CDRU sont dans la région de l'« Amazônia Legal » ;

## Des droits...

- Accès et droit d'utilisation de la terre ;
- Participation et pouvoir d'opinion et de décision aux normes de la Réserve (création et gestion) ;

## Des devoirs...

- Suivi du Plan de Gestion de la Réserve, qui définit l'utilisation des ressources naturels ;
- Maintien des activités traditionnelles ;

## Des bienfaits...

- Pouvoir de demande/décision et rapport direct avec le gouvernement fédéral ;
- Accès à partenariats et à financements pour le traitement des produits locaux.



De la logique de la  
“cause à défendre”



À la logique de la  
politique publique

- Identifier et protéger un groupe social ;
- Protéger les ressources naturelles ;
- Définir et qualifier un territoire ;

- Mettre en politique les RESEX ;
- Définir les limites des activités productives ;
  - Favoriser le développement économique à travers activités non extractives ;



# Les paradoxes...

Le droit de l'accès (à) et de résidence (sur) la terre;



Le droit restreint d'utilisation de la terre.

La participation à la création du Plan de Gestion de la Réserve



La dépendance à l'égard de ce Plan et la nécessité de son approbation par le gouvernement.

Un mode de vie justifié par la conservation de la nature



Une tension entre différentes conceptions de la nature [acteurs de l' « extractivisme » et acteurs extérieurs (gouvernement, ONG...)]

Demande de protection foncière liée à la protection d'un mode et d'un espace de vie

Liaison avec la cause environnemental – besoin des ressources naturelles pour leur reproduction socioculturelle et économique.

Soit une équivalence entre :

**Populations traditionnelles**

=

**Extractivisme (cueillette, pêche, chasse)**

=

**Protection de la nature**



# Un processus à interroger :

L'existence des Réserves Extractivistes est conditionnée par l'existence de populations « traditionnelles » et par leur mode de vie lié à la conservation de la nature ;



Après la phase de sécurité foncière, le processus de développement socioéconomique prend place ;



Le modèle économique de l'« extractivisme » peut-il se maintenir sans les sources de revenu générées par l'agriculture ?

De l'extractivisme à la petite production agricole...  
De « extractivistes » à « paysans » ?

# Questions...

Le développement économique des « extractivistes » peut-il (doit-il) mener à un modèle de petite paysannerie ?

Le dépassement des pratiques extractives est-il possible en maintenant leur objectif de conservation de la nature ?

Quelles sont les limites (sociales, écologiques, identitaires...) des modes de vie « extractivistes » ?

La RESEX, créée à l'origine pour répondre à la question foncière, est-elle compatible avec les attentes actuelles des populations traditionnelles ?

# De quelques remarques... importantes

- En considérant que les RESEX ont une histoire d'environ 25 ans et que son implantation avance lentement : ***comment actualiser ses principes ?***
- La « Réserve Extractiviste » offre des limites et des opportunités. La définition conjointe (populations traditionnelles + gouvernement) de son but et de sa pratique est fondamentale : ***ce partenariat résistera-t-il aux évolutions en cours ?***
- L'accessibilité politique que les RESEX offrent aux « extractivistes », en en faisant des sujets politiques reconnus, repose sur leur implication, en leur permettant d'adapter les normes nationales aux contextes locaux : ***la voie paysanne fait-elle partie de cette adaptation nécessaire ?***



**Merci !**  
[manuelle.lago@gmail.com](mailto:manuelle.lago@gmail.com)

